

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Tribune

# Face à la panne et à Le Pen

- Politique -

Date de mise en ligne : jeudi 28 août 2014

---

Démocratie & Socialisme

---

Ce texte est paru en tribune libre dans le quotidien Libération le 25 août 2014 sous le titre « L'avenir de la gauche se joue maintenant et avant tout au PS ».

## L'avenir de la gauche se joue maintenant et avant tout au PS

De **GERARD FLOCHÉ**, **JOHANN CESA**, **BERNARD BERTHOUD** et **JEAN-YVES LALANNE**, membres du conseil national animalaire

Contrairement aux engagements du candidat Hollande, la politique menée dans notre pays est plus favorable au Medef qu'aux salariés. Alors que la gauche avait tout pouvoir pour combattre la finance elle a fait des choix libéraux et cela aboutit à la « panne » qui vient d'être reconnue par le ministre des Finances, Michel Sapin, et à l'échec du gouvernement Valls 1 après seulement 147 jours.

« Hors de question de changer de politique », clame le Premier ministre, agitant le mot « réforme » comme un hochet (« Nous devons réformer, réformer inlassablement »), mais l'inanité de son discours n'a d'égale que son entêtement. Il nous traite d'« irresponsables », nous, la gauche socialiste, qui proposons depuis 2 ans une alternative. Mais ce qui est « irresponsable », c'est de ne pas prendre acte de la situation, de ne pas être pragmatique, de ne pas corriger le cap. Manuel Valls avait obtenu 5,6 % des voix à la primaire socialiste et c'est, hélas, la politique qu'il préconisait alors qui est appliquée et qui vient de faire éclater son premier gouvernement. Elle divise la gauche, la majorité parlementaire, le parti socialiste, aussi sûrement que le gouvernement mis en place le 2 avril dernier.

Que l'investissement des entreprises soit à la baisse et que le patronat ne tienne pas ses engagements. Mais c'est précisément là où le libéralisme a ses engagements ne lui a-t-il pas demandé ? Ces réformes agissent dans le même sens : réduction de l'attribution des salaires, le SMI n'a reculé que de 0,2 % depuis 2012, au nom de la baisse du « coût du travail ». L'accord national interprofessionnel (ANI) du 11 janvier 2013, devenu la loi Sapin du 12 juin, qui permit aux entreprises de licencier plus facilement, « ouvre une perspective à la baisse sur les salaires. Le coût de la réforme des retraites assumé par les salariés les contraints. Cela pèse sur la consommation et les « achats de commande » des entreprises et vides. Les entreprises ont le droit du travail (logiquement des salariés, refusés) contre la syndicalisation, remise en question de l'indépendance de l'inspection du travail, suppression des délégués prud'hommes, proposition de gel des salaires sociaux ou « simplification » du code du travail vont dans le même sens.

Quant à la réforme territoriale, elle a hérité de vaines espérances. L'effet négatif est que la baisse de dotations de l'Etat aux collectivités et de nouveaux déséquilibres entre les territoires.

L'avenir de la gauche se joue maintenant et avant tout au PS et au parti socialiste. « Il y a une alternative possible », avait affirmé François Hollande en 2012.

En effet, il existe l'Assemblée nationale une majorité rose, orange, verte pour mener une autre politique - de gauche. Non au pouvoir personnel, pas question de dissolution, il faut l'Assemblée de la gauche et le pouvoir parlementaire. Les députés peuvent et doivent obliger l'exécutif. Une autre politique qui commencerait par suspendre le pacte de responsabilité et relancer le meeting en faveur des « réformes structurelles » exigées par la Commission européenne. Une politique qui engageait une vraie réforme fiscale et salariale sans tarder la construction législative et réglementaire sans remettre d'indépendance qui coupe l'indépendance législative. Une politique de sécurité des salaires, de contrôle des licenciements, de réduction de la durée du travail et de redistribution des richesses. Cap suicide ou cap à gauche. Le choix d'un gouvernement Valls II est une vraie turlutte en avant. En fait, l'avenir de la gauche ne se joue pas seulement au Parlement mais aussi au Parti socialiste qui n'a jamais voté « la politique de l'offre », encore moins celle de « baisse du coût du travail ». Les militants socialistes doivent pouvoir remettre leurs voix à l'ordre du jour imposé par l'exécutif. L'exigence d'un congrès avant l'été 2015 est un minimum démocratique. Il est temps de se pencher sur le bilan et les orientations de la politique actuelle du gouvernement, nous nous adresserons à tous les militants du Parti socialiste, afin de changer de cap. Il est encore temps de réviser le programme !

**Cap suicide ou cap à gauche ? Le PS n'a jamais voté « la politique de l'offre », encore moins celle de « baisse du coût du travail ». L'exigence d'un congrès avant l'été 2015 est un minimum démocratique.**

L'Italie est en récession, le PIB de l'Allemagne a baissé de 0,2 % au deuxième trimestre et la croissance de la France est nulle. Les données statistiques sont au bord de l'effondrement. En France, le nombre de chômage a augmenté de 4,9 millions de demandeurs d'emploi (hors bénéficiaires, outre-mer inclus). La pauvreté touche 9 millions de personnes, et la précarité double le total à 18,7 % de la population active hors CDD. L'avenir en France aggrave la dette publique. Un paradis majoritaire sera versé. La politique d'austérité menée au nom de la discipline des dépenses publiques a produit l'effet inverse. La dette publique a augmenté de 43,9 % du PIB de 2011 à 93,5 % fin 2013, soit près de 150 milliards d'euros ! Il ne sert à rien d'enlever des postes souverains et de dire que « la France n'a pas à baisser la tête ». Les données statistiques de l'Allemagne sont plus inquiétantes qu'il n'y paraît. C'est tout simplement un fait. Michel Sapin a déjà annoncé que ce sera 4 % en 2014, avec une croissance de 0,2 % au premier mois de l'année.

La situation économique structurelle est la même dans d'autres pays. Les « réformes structurelles » sont des lettres de change à l'encre, malgré les retards et les révisions au profit du patronat ou du consommateur, avec le spectre de la responsabilité. Il y a des milliards d'euros de capitaux licites, chèque sans valeur, sans contrepartie en termes d'investissement ou d'emploi. Michel Sapin s'indigne, ajournant tout.

L'OEIL DE WILLEM



Contrairement aux engagements du candidat Hollande, la politique menée dans notre pays est plus favorable au Medef qu'aux salariés. Alors que la gauche avait tout pouvoir pour combattre la finance elle a fait des choix libéraux et cela aboutit à la « panne » qui vient d'être reconnue par Michel Sapin et à l'échec du gouvernement Valls 1 après seulement 147 jours.

« Hors de question de changer de politique », clame le Premier ministre agitant le mot « réforme » comme un hochet (« Nous devons réformer, réformer inlassablement »), mais l'inanité de son discours n'a d'égale que son entêtement. Il nous traite d'« irresponsables », nous, la gauche socialiste, qui proposons depuis 2 ans une alternative. Mais ce qui est « irresponsable » c'est de ne pas prendre acte de la situation, de ne pas être pragmatique, de ne pas corriger le cap. Manuel Valls avait obtenu 5,6 % des voix aux primaires socialistes mais c'est, hélas, la politique qu'il préconisait alors qui est appliquée et qui vient de faire éclater son premier gouvernement. Elle divise la gauche, la majorité parlementaire, le parti socialiste, aussi sûrement que le gouvernement mis en place le 2 avril dernier.

Il va falloir y mettre un coup d'arrêt au PS et à l'assemblée, car c'est une orientation minoritaire, injuste pour les

salariés, inefficace économiquement, suicidaire pour la gauche. 40 % du BN du PS s'y est opposé depuis le 18 février, puis des milliers de socialistes, puis 100 députés, puis des ministres...

## L'austérité en Europe conduit à la déflation

La Commission européenne affirme son ambition de transformer les 17 pays de la zone euro en 17 « Allemagne ». C'est absurde puisque l'excédent commercial de l'Allemagne se nourrit du déficit commercial de la France, de l'Italie, de l'Espagne... Le résultat de cette absurdité est sous nos yeux : la Grèce, l'Espagne et le Portugal sont exsangues, l'Italie est en récession, le PIB de l'Allemagne recule de 0,2 % au deuxième trimestre et la croissance de la France est nulle. Les économies européennes sont au bord de la déflation. En France, la courbe du chômage a continué sa hausse avec 5,9 millions de demandeurs d'emplois (toutes catégories, outre mer inclus). La pauvreté touche 9 millions de personnes et la précarité devient le lot commun : 83,7 % des embauches se font en CDD.

## L'austérité en France aggrave la dette publique

Un paradoxe majeur saute aux yeux : la politique d'austérité menée au nom de la diminution des dettes publiques, produit l'effet inverse. La dette publique a augmenté de 85,9 % du PIB fin 2011 à 93,5 % fin 2013, soit près de 150 milliards d'euros !

Il ne sert à rien d'enfoncer des portes ouvertes en proclamant que « la France n'a pas à demander la permission de l'Allemagne de ne pas respecter l'objectif de 3 % de déficit en 2015 ». C'est tout simplement un fait ! Michel Sapin a concédé déjà que ce sera 4 % en 2014, avec une croissance zéro dans les 6 premiers mois et 0,5 % sur l'année.

## Austérité et réformes structurelles sont les deux faces d'une même tragédie

Les « réformes structurelles » sont des Robins des Bois à l'envers puisqu'elles redistribuent les richesses au profit du patronat en lui accordant, avec le pacte de responsabilité, 41 milliards d'euros de cadeaux fiscaux, chèques sans facture, sans contrepartie en termes d'investissement ou d'emplois. Michel Sapin s'indigne, aujourd'hui, que l'investissement des entreprises soit à la baisse et que le patronat ne tienne pas ses engagements. Mais c'est précisément là où le bât blesse : aucun engagement ne lui a été demandé !

Ces réformes agissent dans le même sens récessif et déflationniste que les politiques d'austérité. Elles entraînent la stagnation des salaires : le Smic n'a reçu aucun « coup de pouce » depuis 2012, au nom de la baisse du « coût du travail ». L'ANI du 11 janvier 2013 devenu la loi Sapin du 14 juin qui permet aux entreprises de licencier plus facilement exerce une pression à la baisse sur les salaires. Le coût de la réforme des retraites est assumé par les salariés et les retraités. Cela pèse sur la consommation et les « carnets de commande » des entreprises sont vides. Les attaques contre le droit du travail (fragilisation des contrats de travail, refus d'amnistier les syndicalistes, remise en question de l'indépendance de l'inspection du travail, suppression des élections prud'homales, proposition de gel des seuils sociaux ou « simplification » du code du travail) vont dans le même sens.

Quant à la réforme territoriale, elle achoppe sur de vraies questions : l'effet récessif qu'ont les baisses de dotations de l'Etat aux collectivités et de nouveaux déséquilibres entre les territoires.

## **L'avenir de la gauche se joue maintenant : vite un congrès du Parti socialiste !**

« *Il n'y a jamais une seule politique possible* » avait affirmé François Hollande en 2012. En effet, il existe à l'Assemblée nationale une majorité rose, rouge, verte pour mener une autre politique - de gauche. Non au pouvoir personnel, pas question de dissolution, il faut l'unité de la gauche et le pouvoir au Parlement ! Les députés peuvent et doivent obliger l'exécutif. Pour une politique qui commencerait par suspendre le pacte de responsabilité et refuser de mettre en oeuvre les « réformes structurelles » exigées par la Commission européenne. Une politique qui engagerait une vraie réforme fiscale et relancerait sans tarder la construction de logements répondant aux normes d'isolation thermique qu'exige l'indispensable transition énergétique. Une politique de relance des salaires, de contrôle des licenciements, de réduction de la durée du travail et de redistribution des richesses.

Cap suicide ou cap à gauche. Le choix d'un gouvernement Valls II est une vaine fuite en avant. En face, l'avenir de la gauche ne se joue pas seulement au Parlement mais aussi au Parti Socialiste qui n'a jamais voté « la politique de l'offre », encore moins celle de « baisse du coût du travail ». Les militants du Parti socialiste doivent pouvoir mettre leur veto à l'actuelle politique imposée par l'exécutif. L'exigence d'un congrès avant l'été 2015 est un minimum démocratique. Electeurs des primaires socialistes, vous êtes majoritairement mécontents de la politique actuelle du gouvernement, venez nous aider en adhérant aujourd'hui au Parti socialiste, afin de changer de cap. Il est encore temps de « réussir le quinquennat » !

***Gérard Filoche membre du BN du PS, Jean-Jacques Chavigné, Éric Thouzeau, Virginie Houadec, Johann Cesa, Gérard Berthiot, Jean Yves Lalanne, membres du CN, animateurs MLG (Maintenant la gauche) et de la revue « Démocratie et socialisme ».***